

FRANÇOISE DAUCÉ

# Une paradoxale oppression

Le pouvoir et les associations  
en Russie



**CNRS EDITIONS**

Extrait de la publication

## Présentation de l'éditeur



À l'hiver 2011-2012, pour dénoncer les fraudes électorales, les citoyens russes sont descendus par dizaines de milliers dans les rues de Moscou. Surpris par ce réveil de la société civile, le Kremlin leur a aussitôt opposé les forces de l'ordre et accentué la lutte contre la présence étrangère dans le pays. La répression a alimenté la chronique de l'autoritarisme russe.

Pourtant, depuis le début des années 2000, si le gouvernement recourt à la force, il emprunte aussi des outils à la démocratie libérale. Cet étonnant paradoxe est au cœur de ce livre. Les autorités russes mettent en effet en œuvre des programmes de soutien à la société civile qui permettent le développement de formes plus douces de contrainte politique, en s'appuyant sur un mélange complexe de coercition et d'incitations. Cette ambivalence trouble jusqu'aux défenseurs des droits de l'homme, à la recherche de compromis entre affrontement et coopération.

Fondé sur des enquêtes de terrain, ce livre renouvelle l'analyse des relations entre l'État et la société dans la Russie contemporaine.

En replaçant les mobilisations actuelles et les choix de Vladimir Poutine dans une perspective historique, il montre comment le pouvoir russe innove et se modernise pour mieux consolider sa domination politique.

*Françoise Daucé, maître de conférences à l'Université Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand, mène ses recherches au Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (EHESCNRS). Elle a publié L'État, l'armée et le citoyen en Russie postsoviétique (2001) et La Russie postsoviétique (2008).*

# **Une paradoxale oppression**

Direction fédérale des Archives de Russie.  
Archives d'État de la Fédération de Russie (Moscou).  
Centre d'Études des Mondes russe, caucasien et centre-européen (EHESS/CNRS, Paris).  
Centre de recherche d'histoire quantitative (CNRS, Caen).  
Centre Roland Mousnier, Université Paris Sorbonne (Paris IV).

## MONDES RUSSES et EST-EUROPÉENS

### SOUS LA DIRECTION DE

Wladimir Berelowitch  
Francine-Dominique Liechtenhan  
Sergeï V. Mironenko

### CONSEIL SCIENTIFIQUE

Boris Ananitch, Alexandre Avdeev, Roger Bartlett, Alexis Berelowitch, André Berelowitch, Daniel Beauvois, Alain Blum, Yves Cohen, François-Xavier Coquin, Sarah Davies, Sabine Dullin, Marc Ferro, Sheila Fitzpatrick, Alexandre Foursenko, Catherine Gousseff, Andrea Graziosi, Susan Gross-Salomon, Peter Holquist, Andreas Kappeler, Sergeï Karp, Vladimir Kozlov, Moshe Lewin, Martine Mespoulet, Claire Mouradian, Vladislav Nazarov, Marie-Pierre Rey, Antonella Salomoni, Jutta Scherrer, Alessandro Stanziani, Piotr Stegny, Norman Stone, Alexandre Tchoubarian, Antonello Venturi, Nicolas Werth, Piotr Zaborov.

La collection « Mondes russes et est-européens. États, Sociétés, Nations » est consacrée à l'histoire de la Russie et de l'URSS, ainsi que des autres pays d'Europe centrale et orientale, à l'époque moderne et contemporaine, jusqu'au temps présent. Elle répond à une situation nouvelle qui a modifié en profondeur le travail de l'historien de cette aire. L'ouverture de fonds d'archives qui, encore récemment, étaient fermés, voire ignorés, l'accès facilité de ces pays, dont certains ont rejoint la Communauté européenne conduit l'historien à se poser des questions nouvelles sur leur passé. Les thèmes de recherche dont on commence seulement à entrevoir la richesse se multiplient ainsi, de sorte que, peu à peu, se précisent les contours d'une histoire qui n'est connue encore qu'en pointillé. Issue de ces situations nouvelles et favorables, sur le plan intellectuel comme sur le plan documentaire, la collection est en grande partie le fruit d'une collaboration avec les chercheurs des pays d'Europe centrale et orientale. Elle comprend aussi bien des monographies que des recueils de documents d'archives inédits et des ouvrages collectifs.

Françoise Daucé

# **Une paradoxale oppression**

**Le pouvoir et les associations en Russie**

**CNRS ÉDITIONS**

15, rue Malebranche – 75005 Paris

Extrait de la publication

© CNRS ÉDITIONS, Paris, 2013  
ISBN : 978-2-271-07772-1

Extrait de la publication

# Translittération

Afin de faciliter la lecture du texte qui suit, nous avons choisi d'utiliser la transcription française pour la présentation des noms propres russes figurant dans le corps du texte. Pour les notes de bas de page, la bibliographie et les expressions russes figurant dans le corps du texte, nous avons adopté la translittération ISO / GOST 2002.

<b>Lettre russe</b>	<b>Notes de bas de page Translittération ISO / GOST 2002</b>	<b>Corps du texte Transcription française</b>
Ё ё	Ë	E
Ж ж	Ž	J
Й й	J	Y
У у	U	Ou
Х х	H	Kh
Ц ц	C	Ts
Ч ч	Č	Tch
Ш ш	Š	Ch
Щ щ	Šč	Chch
Ъ ъ	‘	-
Ы ы	Y	Y
Ь ь	‘	-
Э э	E	E
Ю ю	Û	Iou
Я я	Â	Ia



# Liste des principaux termes, institutions et associations soviétiques et russes cités dans l'ouvrage

## **Lexique associatif**

Organisation sociale / Obščestvennaâ organizaciâ  
Organisation à but non lucratif / Ne kommerčeskaâ organizaciâ (NKO)  
Organisation non gouvernementale / Ne pravitel'stvennaâ organizaciâ (NPO)  
Organisation non étatique / Ne gosudarstvennaâ organizaciâ (NGO)  
Organisation non gouvernementale organisée par le gouvernement / Government organized non-governmental organization (GONGO)

## **Institutions**

Chambre sociale / Obščestvennaâ Palata  
Commission pour les droits de l'homme près le Président / Komissiâ po pravam čeloveka pri prezidente (1993-2004)  
Conseil près le Président pour le développement des institutions de la société civile et pour les droits de l'homme / Sovet pri prezidente RF po razvitiû institutov graždanskogo obščestva i pravam čeloveka (2004-...)  
Maison moscovite des associations / Moskovskij dom obščestvennyh organizacii  
Ombudsman pour les droits de l'homme / Upolnočennij po pravam čeloveka

## **Associations, fondations et organisations sociales russes**

Association « La voix » / Associaciâ « Golos »  
Centre anti-discrimination Memorial / Antidiskriminacionnij centr « Memorial » (Saint-Pétersbourg)  
Centre d'aide aux réformes de la justice pénale / Centr sodejstviâ reforme ugo-lovnogo pravosudiâ  
Centre d'information et d'analyse Sova / Informacionno-analitičeskij centr Sova  
Centre pour le développement des associations à but non lucratif / Centr razvitiâ nekommerčeskikh organizacii  
Centre pour le développement de la démocratie et des droits de l'homme / Centr razvitiâ demokratii i prav čeloveka  
Contrôle civique / Graždanskij kontrol'  
Entraide civique / Graždanskoe sodejstvie  
Fondation « Ecole des ONG » / Fond Skola NKO  
Fondation nationale de bienfaisance / Nacional'nij blagotvoritel'nij fond

Fondation nationale de préparation des cadres / Nacional'nij fond podgotovki kadrov (NFPK)  
 Fondation Sakharov/ Fond Saharova  
 Groupe Helsinki de Moscou / Moskovskaâ Helsinskaâ Gruppya  
 Institut pour les droits de l'homme / Institut prav čeloveka  
 Institut de prévision sociale / Institut social'nogo proektirovaniâ  
 Institut pour l'action collective / Institut kollektivnyh dejstvij (IKD)  
 Institut pour les problèmes de la société civile / Institut problem graždanskogo občestva (INPGO)  
 Memorial  
 Mouvement contre les migrations illégales / Dviženie protiv nelegal'noj immigracii (DPNI) (interdit en 2011)  
 Mouvement pour les droits de l'homme / Dviženie « Za prava čeloveka »  
 Mouvement de jeunesse « Les nôtres » / Naši (Obšerossijskaâ občestvennaâ organizaciâ sodejstviâ razvitiû suverennoj demokratii)  
 Organisation « Allons ensemble » / « Iduščie vmeste » (2000-2005)  
 Organisation des mères de soldats / Organizaciâ soldatskih materej (Saint-Pétersbourg)  
 Résistance. Mouvement de défense des droits de l'homme / Soprotivlenie. Pravozaščitnoe dviženie  
 Union des comités de mères de soldats / Soûz komitetov soldatskih materej (Moscou)  
 Verdict public / Obščestvennij verdikt

### **Organisations internationales**

Agence des États-Unis pour le développement international / United States Agency for International Development (USAID)  
 Charities Aid Foundation  
 CIVICUS – World Alliance for Citizen Participation  
 Fédération Internationale des droits de l'homme (FIDH)  
 Fondation Soros (Open Society Institute)  
 Fondation Ford  
 Fondation Mac Arthur  
 National Endowment for Democracy  
 Westminster Foundation for Democracy (WFD)

# Introduction

Au cours de l'hiver 2011-2012, pour dénoncer les irrégularités commises lors des élections à la Douma (parlement) et protester contre la falsification du scrutin par le pouvoir, des foules réunissant plusieurs dizaines de milliers de personnes sont descendues à plusieurs reprises dans les rues de Moscou. Les manifestants ont défilé pour dénoncer l'hypocrisie du gouvernement et son mépris des institutions démocratiques. La perspective de l'élection présidentielle de mars 2012, pour laquelle Dmitri Medvedev, président en exercice, et Vladimir Poutine, premier ministre, avaient déjà annoncé leur projet d'intervertir leurs rôles, a mobilisé les protestataires, soucieux de reprendre le contrôle sur le déroulement des élections. Surpris, les médias, tant russes qu'occidentaux, ont annoncé immédiatement « le réveil de la société civile » en Russie.

Quelle a été la réaction du pouvoir russe face à ce « réveil » ? Les autorités ont dépêché immédiatement sur le terrain les forces de l'ordre et entrepris de durcir encore les pressions administratives sur les manifestants. Elles ont accentué leur lutte contre la présence étrangère dans le pays, et notamment contre les programmes de soutien à la société civile des fondations internationales. Ce penchant répressif, largement documenté depuis le début des années 2000, a une nouvelle fois été dénoncé par les organisations de défense des droits de l'homme. Depuis de longues années, le régime de V. Poutine s'illustre par ses pratiques autoritaires et coercitives. Alors même qu'il n'était que premier ministre de B. Eltsine, en 1999, V. Poutine envoyait les forces armées réprimer l'irrédentisme tchéchène, au prix d'exactions et de violences massives, restant sourd aux protestations des défenseurs des droits de l'homme. Cette politique martiale s'accompagna d'une militarisation des élites<sup>1</sup>, favorisant l'ascension au sein du pouvoir des représentants des services de sécurité, à l'image du chef de l'État. La restriction des libertés publiques (et notamment du droit de manifester), le contrôle sur les principaux médias nationaux, l'instrumentalisation de la lutte contre l'extrémisme à des fins répressives, les actes d'intimidation contre les opposants, voire leur disparition... caractérisèrent les évolutions politiques au sommet de l'État.

Dans le même temps, paradoxalement, tout en gouvernant par la force, Vladimir Poutine a régulièrement affirmé sa volonté de soutenir la société civile. En 2001 déjà, un an après sa première élection à la Présidence, il déclarait : « Le pouvoir dans son ensemble n'a qu'une mission : former un environnement le plus favorable possible [au] développement [de la société civile]. C'est une mission

---

1. Olga Kryshantovskaya, Stephen White. *Putin's Militocracy. Post-Soviet Affairs*, vol. 19, n° 4, oct.-dec. 2003.

importante et fondamentale<sup>2</sup>. » Plus de dix ans plus tard, en février 2012, il écrivait à nouveau : « Aujourd'hui, la qualité de notre gouvernement dépend de la capacité de la société civile à y participer. Notre société civile est devenue plus avisée, plus active et plus responsable. Nous devons renouveler les mécanismes de notre démocratie. Ils doivent inclure l'activité civique qui se développe<sup>3</sup>. » Ces déclarations favorables à la société civile pourraient sembler hypocrites tant elles semblent en contradiction avec la politique mise en œuvre par le chef de l'État. Pourtant, elles la complètent plus qu'elles ne la contredisent.

Si le régime use abondamment du répertoire de la force et de la violence dans l'exercice du pouvoir, il n'hésite pas aussi à emprunter des méthodes de gouvernement aux théories libérales de la démocratie. Ces emprunts permettent le recours à des formes plus douces de contrainte politique. La politique de V. Poutine se caractérise ainsi par un mélange complexe de coercition et de négociation. Dans ce cadre, des instruments de gouvernement *a priori* démocratiques peuvent être mis au service d'un projet non démocratique. En Russie, le pouvoir a, depuis le début des années 2000, développé des programmes de soutien à la société civile qui passent par la création de fondations philanthropiques, l'attribution de subventions publiques ou la promotion de la bienfaisance. En recourant à ces outils d'aide aux associations, le pouvoir oriente en douceur leur action et dépolitise leur engagement. Cette politique renseigne sur les raisons de la pérennité et de la relative popularité du régime russe depuis 2000. La politiste Béatrice Hibou rappelle, dans *Anatomie de la domination*, « le caractère souvent second, voire marginal, de la violence et de la coercition physique dans la plupart des régimes autoritaires et même, pour la majorité des habitants, dans le quotidien des régimes totalitaires »<sup>4</sup>. Ce constat vaut pour la Russie contemporaine. Le gouvernement de V. Poutine sait manier tant la répression que l'incitation. Au risque de susciter des attentes politiques insatisfaites et d'être pris au mot par les acteurs de la société civile, comme l'ont montré les manifestations de l'hiver 2011-2012...

## LA SOCIÉTÉ CIVILE : UNE IDÉE ÉMANCIPATRICE

Historiquement, la société civile n'a jamais fait bon ménage avec la Russie. Le rapprochement des deux termes semble même contre nature. En effet, la société civile est généralement conçue comme un ensemble de pratiques sociales aptes à limiter le pouvoir de l'État. Dans une acception dérivée des travaux de Hegel, la

2. Vystuplenie prezidenta Rossijskoj Federacii V.V. Putina na otkrytii graždanskogo foruma (« Déclaration du président de la Fédération de Russie V.V. Poutine lors de l'ouverture du forum civique »), 21 novembre 2001.

3. Vladimir Putin. Naše obščestvo stalo nesravnno bolee zrelym (« Notre société civile est devenue plus mûre »), *Komsomolskaâ Pravda*, 6 février 2012.

4. Béatrice Hibou, *Anatomie de la domination politique*, Paris, La Découverte, 2011, p. 24.

société civile contient l'État en permettant à la société d'échapper à la logique atomistique et à la désintégration des conflits interindividuels par la création de corps intermédiaires<sup>5</sup>. Depuis Hegel, « beaucoup de discussions se fondent (...) sur un modèle dualiste : la société civile contre l'État » remarque Jean Cohen<sup>6</sup>. Dans le cas de la Russie impériale puis de l'URSS, les historiens considèrent généralement que le poids de l'appareil d'État et son contrôle sur la société ont empêché toute émancipation de corps intermédiaires face au pouvoir. Dans la philosophie marxiste-léniniste, la société civile n'existe pas au côté de l'État de classe qui contrôle les structures sociales indépendantes et même la vie privée des individus. Cette absorption de la société civile par le parti-État est poussée à son comble par le totalitarisme stalinien. Même si les réalités de la vie sociale soviétique sont plus complexes qu'il n'y paraît, l'URSS semble alors constituer le type idéal de l'État totalitaire écrasant la société civile du poids de ses institutions.

C'est en opposition à ce modèle que se renforce l'attachement à la société civile dans les pays démocratiques puis parmi les dissidents d'Europe centrale et orientale durant la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. La corrélation entre société civile et démocratie se construit en opposition au modèle soviétique. L'expression « société civile » se diffuse très largement dans les années 1970-1980 pour critiquer le poids de l'État dans les pays communistes (mais aussi dans les pays occidentaux). La promotion de la société civile est alors très populaire car elle permet à la fois de favoriser l'autogestion et de limiter le pouvoir de l'État<sup>7</sup>. Sa légitimité « s'appuie sur une critique des structures bureaucratiques, portée à la fois par les tenants du néolibéralisme et par ceux de la « deuxième » gauche dans une constellation improbable qui entoure la notion d'un large consensus<sup>8</sup> » notent les chercheurs Jay Rowell et Bénédicte Zimmermann. Dans les années 1980, l'intérêt pour la société civile se développe parmi les mouvements dissidents d'Europe centrale et orientale qui luttent contre l'hypertrophie de l'État soviétique. Des auteurs comme Miklos Molnar ou Andrew Arato considèrent que la notion de « société civile » est opératoire pour analyser la crise du communisme. Selon Miklos Molnar, pendant la période soviétique, « les valeurs européennes, bien que faibles et immatures, n'ont eu d'autre refuge que la société civile refoulée dans la clandestinité<sup>9</sup> ». Il souligne l'alternance des victoires et des revers de la société civile. « Au moment des crises, cette dernière occupe toute la place publique (... Printemps de Prague...). Au moment des normalisations, la société civile recule, voire se trouve refoulée dans les

---

5. Dominique Colas, *Dictionnaire de la pensée politique*, Paris, Larousse, 1997, p. 242.

6. Jean Cohen, « Pour une démocratie en mouvement. Lectures critiques de la société civile », *Raisons politiques*, n° 3, 2001, p. 145.

7. Dominique Colas, *Dictionnaire de la pensée...*, *op. cit.*, p. 241.

8. Jay Rowell, Bénédicte Zimmermann, « Grammaire de la société civile et réforme sociale en Allemagne », *Critique Internationale*, n° 2, 2007, p. 150.

9. Miklos Molnar, « Mutation politique et choix de société », in : Molnar, Miklos, Nivat, Georges, Rezler, André, *Vers une mutation de société. La marche de l'Europe de l'Est vers la démocratie*, Paris, PUF, 1991, p. 88.

consciencés ou se débat dans les « espaces » plus ou moins étroits auxquels elle est assignée par le pouvoir politique. Elle est donc à la fois une société civile en gestation et une « société entière en dissidence<sup>10</sup> ». Les dissidents, comme Vaclav Havel, Bronislaw Geremek ou Diord Konrad se prononcent contre la dictature du parti, l'hégémonie soviétique et le pouvoir totalitaire et pour la liberté, le pluralisme et l'autonomie de la société<sup>11</sup>. En Union soviétique, l'espoir d'un développement de la société civile pour transformer le régime se développe parmi les dissidents après le dégel khrouchtchévien. Jusqu'à la fin de la période Brejnev, le mouvement dissident reste limité à des cercles intellectuels restreints qui tentent de promouvoir le respect des droits de l'homme pour contenir le pouvoir autoritaire soviétique. Avec l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev en 1985, l'émergence de mouvements collectifs volontaires et autonomes autorisés dans le cadre de la perestroïka porte l'espoir d'une évolution du pays vers la démocratie. La chute du mur de Berlin en 1989 et l'émancipation des démocraties populaires de la tutelle de Moscou renforcent l'importance accordée aux sociétés civiles dans le changement. En Russie aussi, beaucoup d'auteurs estiment que la société civile naissante a été l'instrument décisif de la révolution démocratique de la fin des années 1980<sup>12</sup>.

## LA SOCIÉTÉ CIVILE EN RUSSIE : DE NOUVELLES SERVITUDES

Au début des années 1990, la société civile est au cœur des programmes de démocratisation<sup>13</sup> lancés par le gouvernement Eltsine avec l'aide de ses partenaires occidentaux. Le terme de « transition démocratique », qui avait été forgé pour les transformations politiques en Amérique latine et en Europe du sud, est introduit dans le débat sur le post-communisme et accorde une large place à la société civile dans le changement<sup>14</sup>. Cette dernière est incarnée par les organi-

10. Miklos Molnar, *La démocratie se lève à l'est. Société civile et communisme en Europe de l'est : Pologne et Hongrie*, Paris, PUF, 1990, p. 10.

11. Kocka, Jurgen. *Evropejskoe občestvo : istoričeskie korni i sovremennye perspektivy na Vostoke i Zapade* (« La société européenne : racines historiques et perspectives contemporaines à l'Est et à l'Ouest »). *Neprikosnovennij Zapas*, 2003, n° 2(28). <http://magazines.russ.ru/nz/2003/2/koka-pr.html>

12. Bernhard, Michael, « Civil Society after the First Transition : Dilemmas of Post-communist Democratization in Poland and Beyond », *Communist and Post-communist studies*, n° 29, 1996 ; Vladimir Tismaneu (ed.), *Political Culture and Civil Society in Russia and the New States of Eurasia*, Armonk, New-York, 1995 ; Marcia Weigle and Jim Butterfield, « Civil Society in Reforming Communist Regimes : The Logic of Emergence. *Comparative Politics* », vol. 25, n° 1, 1992.

13. G. Baker, « The Taming of the Idea of Civil Society », *Democratization*, vol. 6 (3), automne 1999.

14. « Peu de concepts ont autant captivé l'imagination de ceux qui étudient la démocratisation que celui de "société civile" » note James L. Gibson, « Social Networks, Civil Society and the

sations non gouvernementales (ONG) à but non lucratif qui doivent jouer un rôle de contrepoids démocratique face au nouvel État. L'importance accordée aux ONG n'est pas spécifique à la Russie : « La notion de société civile semble trouver alors une incarnation dans la prolifération associative des années 1990 à l'échelle planétaire, plus particulièrement sous la forme d'un sigle en voie d'universalisation, ONG/NGO » souligne le sociologue Gautier Pirotte<sup>15</sup>. La Russie devient un lieu d'expérimentation enthousiasmant pour les tenants de la démocratisation qui souhaitent donner forme à la société civile par le renforcement des ONG. Le soutien à la société civile est mis en œuvre par les réformateurs, alors à la tête de la Russie (notamment par Egor Gaïdar, le premier ministre libéral de Boris Eltsine) avec le soutien des fondations internationales. Ces dernières accordent des subventions aux associations et contribuent au transfert vers la Russie des normes internationales. Le pays se dote d'une législation sur les associations, permettant aux groupements informels qui existaient durant la perestroïka d'obtenir un statut officiel. Un monde associatif, animé par des militants attachés à des causes diverses (droits de l'homme mais aussi environnement, culture, aide sociale, religion...) se constitue légalement et tente de défendre auprès de l'État les revendications de ses membres. Le développement de la société civile est perçu comme une condition nécessaire de la démocratisation mais aussi du passage au marché, favorisant l'initiative individuelle et collective en politique comme dans les affaires.

Quels sont les résultats de cette politique volontariste de construction d'une société civile par le haut ? À la fin des années 1990, un espace associatif diversifié existe bien en Russie mais le développement de la société civile semble insuffisant et même décevant aux yeux de ses promoteurs, et notamment des hommes politiques libéraux et des acteurs internationaux. De l'avis général, en Russie, les associations restent embryonnaires et ne parviennent pas à contrebalancer la politique erratique de B. Eltsine. Elles sont impuissantes face au déclin dramatique du niveau de vie de la population, au bombardement du Parlement par les forces armées en 1993, à l'envoi des troupes russes en Tchécénie en 1994, à l'accaparement des privatisations par les oligarques, aux pratiques électorales douteuses de B. Eltsine en 1996... Face à ces dérives gouvernementales, les citoyens russes se mobilisent peu et les associations qui pourraient porter leurs revendications sont marginalisées. Alors que les motifs de mécontentement sont nombreux, les mobilisations déclinent. Les spécialistes de la société civile et de l'action collective manifestent leur déception à l'égard des évolutions russes, allant même parfois jusqu'à évoquer la naissance d'une

---

Prospects for Consolidating Russia's Democratic Transition», *American Journal of Political science*, vol. 45, n° 1, janvier 2001, p. 51.

15. Gautier Pirotte, « La notion de société civile dans les politiques et pratiques du développement », *Revue de la régulation* [En ligne], n° 7 | 1<sup>er</sup> semestre 2010, mis en ligne le 03 juin 2010, Consulté le 30 janvier 2011. URL : <http://regulation.revues.org/index7787.html>

« société incivile »<sup>16</sup>, plus acquise à l'autoritarisme qu'à la démocratie. Les changements contredisent les modèles théoriques de la démocratisation. « La démocratie a déraillé en Russie » écrit ainsi le chercheur américain Steven Fish<sup>17</sup>. Le désenchantement à l'égard de la société civile accompagne la déception à l'égard de l'ensemble du processus de démocratisation et de libéralisation en Russie. La société civile semble alors définitivement étrangère à la Russie.

Paradoxalement, au début des années 2000, c'est le gouvernement de V. Poutine qui redonne toute sa place à l'idée de société civile en Russie. Il s'approprie et réinterprète les théories libérales de la démocratisation en mettant en œuvre une politique de construction par le haut de la société civile. Certes, l'action de l'État russe en direction des ONG se développe dans un contexte politique non-pluraliste. Elle revêt indéniablement une dimension coercitive : les nouvelles lois adoptées au milieu des années 2000 durcissent les conditions d'enregistrement et les contrôles à l'encontre des ONG et de leurs militants. Cependant, l'État met en place dans le même temps des contreparties matérielles et symboliques qui peuvent séduire les acteurs associatifs. Dès son arrivée au pouvoir, V. Poutine annonce sa volonté de bâtir une société civile forte, démontrant ainsi une volonté modernisatrice inspirée des pratiques occidentales. Ce pan libéral du discours poutinien est souvent négligé par les observateurs car il est considéré comme une ruse hypocrite du pouvoir. Pourtant, il mérite l'attention en raison des dispositifs administratifs et financiers concrets qu'il engendre. Dans la pratique, le gouvernement de V. Poutine reprend à son compte les outils juridiques, administratifs et financiers importés dans les années 1990 par les organisations internationales dans le cadre des programmes de démocratisation. Le gouvernement russe crée des institutions de concertation avec les associations (Forums civiques, Chambre sociale, Conseils civiques...). Il met en place des dispositifs de subventionnement qui s'inspirent des pratiques internationales et tendent à s'y substituer. À partir de 2007, V. Poutine crée ainsi un programme de « subventions présidentielles » attribuées sur concours. Il favorise aussi le développement du mécénat des entreprises privées en direction des associations. Des dispositifs financiers et fiscaux incitatifs sont mis en place pour soutenir des fonds de dotation (*endowments*), des fondations philanthropiques et des programmes de bienfaisance. Cette attention accordée à la société civile et la distribution de ressources qui l'accompagne, inspirée des pratiques anglo-saxonnes, permettent à l'État russe de revendiquer la modernité de sa gouvernance. Cet aspect philanthropique de la politique russe à l'égard des associations est généralement négligé par les observateurs qui concentrent leurs critiques sur le caractère répressif du gouvernement. Se créent

---

16. Andreas Umland, « Toward an Uncivil Society? Contextualizing the Recent Decline of Extremely Right-Wing Parties in Russia », *Weatherhead Center for International Affairs Working Paper* [Harvard University], n° 3, 2002, 43 pp.

17. M. Steven Fish, *Democracy Derailed in Russia. The Failure of Open Politics*, Cambridge University Press, 2005.

pourtant ainsi des formes de coercition « douces » qui permettent de contrôler l'activité des acteurs associatifs sans recourir systématiquement à la violence. À l'examen, la politique de l'État russe à l'égard du monde associatif est moins caricaturale qu'elle n'est souvent présentée. Si l'usage des forces de l'ordre et de la coercition administrative à l'encontre des militants civils constitue bien le volet répressif de cette politique, son volet incitatif n'est pas moins développé. Les associations russes sont constamment sollicitées par le pouvoir qui déploie une grande inventivité institutionnelle et financière pour les associer à sa politique gouvernementale.

### LES ASSOCIATIONS DE DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME, ENTRE ÉMANCIPATION ET CONTRAINTE

Quels sont les résultats de cette politique ambivalente, entre coercition et négociation, sur le monde associatif russe ? Les propositions ambiguës du pouvoir suscitent des tensions au sein des associations en général, et des organisations de défense des droits de l'homme en particulier. Dans ce domaine emblématique, les militants sont divisés sur la nature des coopérations à établir avec l'administration de V. Poutine et sur la bonne distance à garder face au gouvernement. D'un côté, les défenseurs des droits de l'homme tentent d'opposer un front uni au pouvoir. Ils s'appuient sur les liens de confiance qui unissent leurs membres pour préserver leur solidarité face aux sollicitations de l'administration. Cette solidarité, souvent basée sur des liens amicaux ou familiaux pérennes (remontant pour les plus anciens à la dissidence), fait la solidité de leur noyau militant et leur permet de surmonter les difficultés et les pressions qu'ils rencontrent depuis le début des années 2000.

De l'autre, les défenseurs des droits de l'homme espèrent bénéficier des nouvelles possibilités institutionnelles pour influencer les décisions du gouvernement. Le pouvoir les sollicite pour participer à des coopérations « constructives » avec l'administration. Les représentants des associations sont invités à rejoindre les conseils et comités officiels mis en place par l'État. Les organisations de défense des droits de l'homme réputées pour leur indépendance, comme Memorial, le Groupe Helsinki de Moscou ou les comités de mères de soldats, s'intéressent aux propositions émanant du pouvoir. Ces dernières reprennent en effet de nombreuses revendications qu'elles ont portées depuis la perestroïka et lors des programmes de démocratisation des années 1990. Elles acceptent ainsi de participer à certains dispositifs de concertation avec le pouvoir afin de faire valoir leur expertise et de faire avancer leur cause. Tout au long des années 2000, les militants des droits de l'homme siègent au Conseil près le Président pour le développement des institutions de la société civile et pour les droits de l'homme ainsi que dans les conseils sociaux auprès des ministères. Ils tentent d'exploiter les dispositifs gouvernementaux pour promouvoir leurs idées.

Cette coopération entre les associations et l'État laisse toutefois de côté la question du volet politique de ces relations. Au-delà de leur participation aux instances gouvernementales, comment faire valoir une parole alternative dans un contexte où le pluralisme est limité ? Les associations de défense des droits de l'homme soulignent les limites des dispositifs de concertation instaurés par l'État. Leur avis consultatif n'y est jamais impératif. Elles tentent donc d'inventer de nouvelle forme d'action, en marge des dispositifs institutionnels, pour faire valoir leurs droits. Elles soutiennent ainsi, dès le début des années 2000, des actions de contestation dans la rue contre les dérives autocratiques du pouvoir. Ces actions culminent avec leur participation aux mouvements protestataires qui se développent en Russie à l'hiver 2011-2012 pour dénoncer la falsification des élections. Face au trucage du scrutin et au mépris pour l'esprit des institutions, les militants des droits de l'homme critiquent vigoureusement les représentants du pouvoir russe et leurs compromissions. Ils s'associent à la dénonciation « des voyous et des voleurs » qui gouvernent le pays, pour reprendre le slogan du militant Aleksei Navalny. Ils jouent cependant un rôle spécifique dans ce mouvement contestataire. Profitant de leur expérience accumulée depuis le début des années 2000, entre critique du pouvoir et coopérations ciblées avec l'administration, ils tentent de jouer un rôle de médiateur pour redonner à la société civile une voix citoyenne tout en évitant des dérives trop radicales ou trop révolutionnaires du mouvement.

## PREMIÈRE PARTIE

# Décadence et grandeur de la société civile, de l'URSS à la Russie

Les évolutions observées dans la Russie des années 2000 prennent racine à la fois dans l'héritage soviétique de l'autoritarisme et de la dissidence, dans les expérimentations de la perestroïka et dans les projets démocratiques des années 1990. Il ne s'agit pas ici de considérer que la Russie est engagée dans une dépendance à un sentier historique qu'elle ne pourrait quitter. L'analyse de la politique poutinienne à l'égard de la société civile et des associations montrera au contraire sa grande capacité d'innovation. Cependant, l'histoire récente reste dans les mémoires de nombreux acteurs de la vie politique et associative russe contemporaine, elle mérite donc l'attention à ce titre. Cette histoire a longtemps été réduite à un affrontement implacable entre l'État et sa société. Dans les faits, pourtant, cette vision totalitaire du passé soviétique a montré ses limites. Après la mort de Staline, dans les dernières décennies de l'URSS, des formes complexes d'autonomisation et d'émancipation de la société à l'égard de l'État sont déjà à l'œuvre.

Jusqu'en 1990, l'étude des relations entre l'État et la société est cependant conditionnée par des institutions spécifiques à l'URSS. D'un côté, le pouvoir soviétique s'appuie sur les organisations sociales, vastes unions citoyennes inféodées au Parti, qui servent de courroie de transmission associative à sa politique. De l'autre, l'émergence de la dissidence et de diverses formes de protestation et de sédition montre la vivacité des transformations sociales dans le pays et la possibilité d'alternatives civiques à la politique de l'État. Si les observateurs les plus optimistes voient l'émergence d'une société civile dans ces pratiques informelles et clandestines de mobilisations, elles restent cependant bien spécifiques au contexte soviétique. La normalisation institutionnelle n'intervient qu'en 1990, à la fin de la perestroïka, avec l'adoption d'une loi sur les unions sociales qui autorise la constitution d'associations indépendantes du pouvoir. Dès lors, ces associations

légalement constituées incarnent la société civile russe. Cette incarnation est à la fois évidente et partielle. Les associations ne représentent pas la totalité de la société civile, qui est faite aussi de l'ensemble des initiatives sociales autonomes et informelles, ponctuelles et locales qui animent la vie de la communauté nationale. L'étude des associations ne représente donc qu'une partie des phénomènes habituellement regroupés sous le nom de société civile. Cependant, dans le cadre des politiques publiques de l'État russe ou des politiques de développement des organisations internationales, la société civile est généralement réduite de fait au secteur des ONG.

Dans le cas russe, l'héritage du passé récent marque de son empreinte la langue de la vie associative. L'usage du terme « association » est lui-même délicat. Si ce mot existe bien en russe (*associacia*), le vocabulaire officiel et courant lui préfère généralement le terme d'organisation sociale (*obščestvennâ organizaciâ*) hérité de la période soviétique. À l'époque, il désignait les associations créées par l'État sous le contrôle du parti afin d'encadrer l'engagement des citoyens dans des activités collectives. Aujourd'hui, il est utilisé comme synonyme du terme « association ». Il désigne « les unions de citoyens organisés sur une base volontaire pour défendre leurs intérêts communs ». Il est d'un usage plus fréquent que le terme d'ONG, réservé aux associations les plus intégrées dans les dispositifs de coopération internationaux. Par son sens même, le terme d'« organisation sociale » laisse planer un doute sur la nature des relations de ces entités avec l'État (il n'est pas dit qu'elles sont non-gouvernementales) et avec l'économie (il n'est pas dit non plus qu'elles sont non lucratives). Il laisse présager des difficultés à séparer formellement la politique étatique, d'un côté, et la vie associative, de l'autre.

Orlov, Oleg, 138, 185-186, 203

**P**

Palm, Viktor, 43  
 Pamfilova, Ella, 100, 101, 167, 172, 173,  
 184, 194  
 Panarine, Aleksandr, 85, 88  
 Parfenov, Leonid, 199  
 Peregoudov, Sergei, 127  
 Pierre le Grand, 87  
 Piontkovski, Andrei, 96  
 Pirotte, Gautier, 13  
 Podrabinek, Aleksandr, 49, 154-155  
 Poliakova, Ella, 145, 152, 169  
 Politkovskaia, Anna, 137  
 Ponomarev, Lev, 121-122, 193, 196  
 Popov, Gavriil, 38, 43  
 Popov, Nikolai, 66  
 Popper, Karl, 88  
 Porokhniouk, Elena, 59, 88  
 Potanine, Vladimir, 124, 127-129, 133-134  
 Poustintsev, Boris, 64, 101, 144, 150, 152,  
 159, 168, 201  
 Poutine, Vladimir, *passim*  
 Prokhorov, Mikhail, 127, 134, 200, 205  
 Putnam, David, 56

**R**

Rangeon, François, 11, 278  
 Reiman, Michal, 22  
 Rey, Marie-Pierre, 33  
 Reznik, Genri, 174, 177  
 Riabov, Andrei, 80  
 Richter, James, 160  
 Robertson, Graeme, 91, 135, 138, 172  
 Rodionov, Andrei, 210  
 Roginski, Arseni, 35, 143, 148, 152-153,  
 162  
 Rose, Richard, 75-76  
 Rousseau, Jean-Jacques, 96  
 Rowell, Jay, 11

**S**

Sakharov, Andreï, 38, 41-43, 98, 127, 153,  
 159, 186  
 Samodurov, Iouri, 193  
 Satarov, Georgi, 59  
 Saurugger, Sabine, 178, 181  
 Schmidt, Diana, 84  
 Schmitter, Philippe, 51-53  
 Sevortian, Anna, 179

Shukan, Ioulia, 46  
 Sigman, Carole, 37, 49  
 Simonia, Nodari, 45, 50, 80  
 Skvortsova, Anna, 123  
 Slobodskaia, Maria, 131  
 Slocum, John W., 47, 127  
 Sloukhaï, Ivan, 177  
 Sobtchak, Anatoli, 38, 207  
 Soros, Georges, 55, 129, 147, 170  
 Sourkov, Vladislav, 97, 101, 136  
 Sperling, Valerie, 39-40  
 Staline, 17, 25, 30, 177  
 Starr, Frederick, 30  
 Stepan, Alfred, 53

**T**

Taubina, Natalia, 147, 153, 170, 179  
 Taylor, Brian, 167-168, 180  
 Tcherkassov, Aleksandr, 67, 97  
 Tchourakov, D., 86, 88  
 Tor, Vladimir, 202  
 Toumanova, Anastassia, 21  
 Trotski, Lev, 24

**U**

Uhlin, Anders, 77

**V**

Vaissié, Cécile, 28  
 Vdovin, Iouri, 64  
 Velikanova, Tatiana, 148, 150  
 Velikhov, Evgenni, 106  
 Venediktov, Aleksei, 177  
 Verkhovski, Aleksandr, 42, 145, 174  
 Vorochilov, 23  
 Vorojeikina, Tatiana, 194

**W**

Wartenweiler, David, 21  
 Weigle, Marcia, 63, 68, 83, 180-181  
 Werth, Nicolas, 30  
 Whitehead, Laurence, 52  
 Wiewiorka, Michel, 48  
 Witte, 94

**Z**

Zimin, Dmitri, 127  
 Zimmermann, Béatrice, 11  
 Ziouganov, Genadi, 200, 205  
 Zolotarev, Viktor, 49

